Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Retards de paiement des entreprises : la Région Sud réduit l'écart

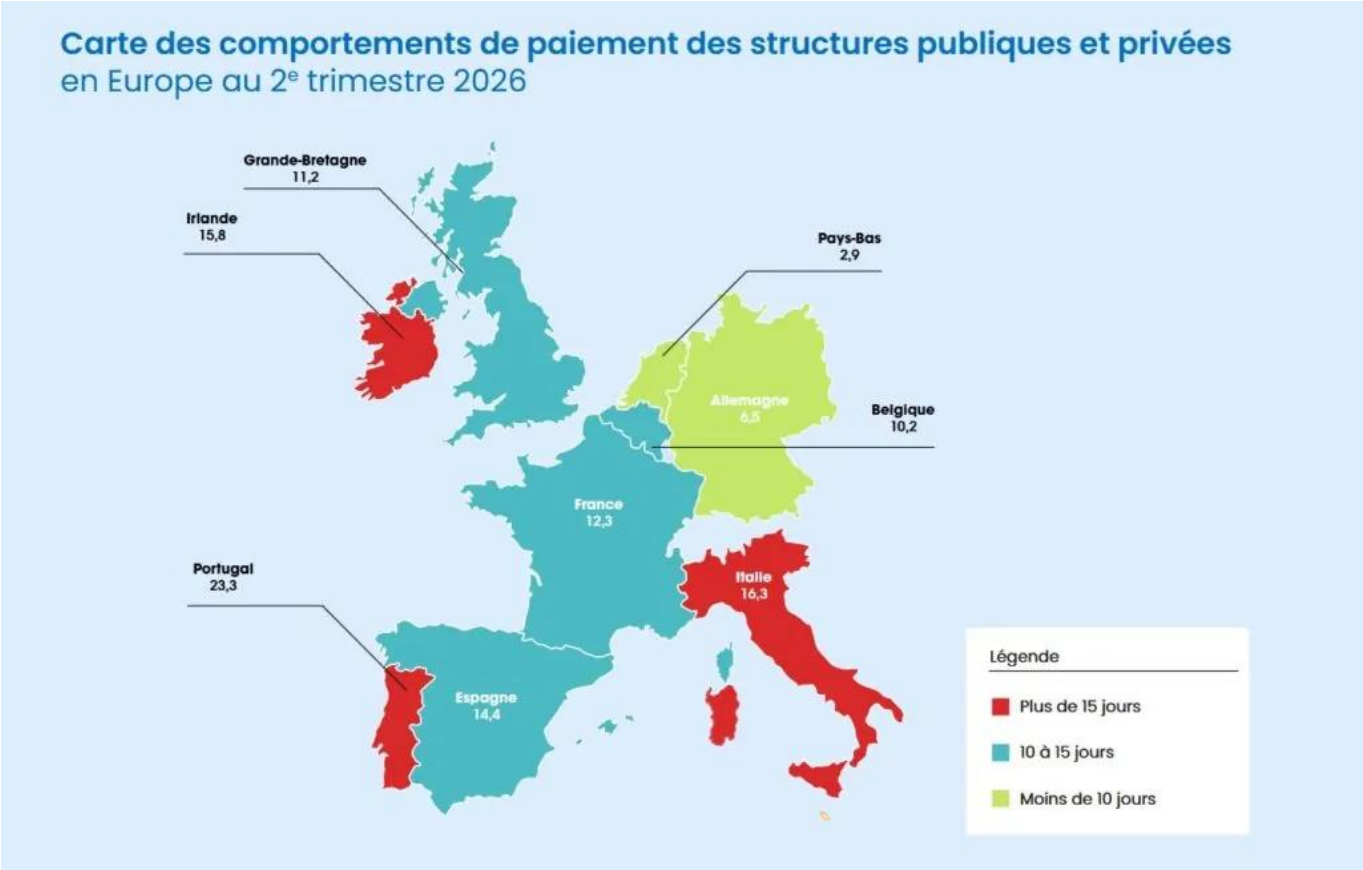


Si la France renoue ainsi avec son meilleur niveau depuis 3 ans, de fortes disparités demeurent selon la taille des entreprises et les secteurs d'activité. Ainsi, côté retards de paiement des établissements privés ou publics, bien que meilleure que la moyenne européenne, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pourrait encore mieux faire même si elle a enregistré la meilleure progression hexagonale durant le 2e trimestre 2026.

Après sa récente étude sur le nombre de chefs d'entreprise vauclusiens ayant perdu leur emploi, Altares vient de publier une nouvelle étude sur le 'Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe' durant le premier semestre 2026.
Ainsi, selon la plateforme de data B2B, après deux années difficiles, la France retrouve son meilleur niveau depuis 3 ans. Les retards de paiement des établissements privés ou publics français reculent (12,3 jours contre 14,1 jours un an plus tôt). C'est désormais mieux que la moyenne européenne qui, dans le même temps, descend à 13,1 jours contre 14 jours auparavant.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



Crédit : Altares

Après une dégradation continue observée en 2024 puis amplifiée en 2025, les comportements de paiement des entreprises françaises se redressent nettement au deuxième trimestre 2026. Près d'une entreprise sur deux (49,7%) règle désormais ses fournisseurs à l'échéance, contre 45,2% un an plus tôt.

> « Les grandes structures continuent d'afficher les retards les plus élevés, reportant une partie de la pression financière sur leurs fournisseurs. »

Les TPE et PME en première ligne de la ponctualité

Si en France l'amélioration des comportements de paiement concerne l'ensemble du tissu économique, les écarts restent cependant marqués selon la taille des entreprises. Les grandes structures continuent d'afficher les retards les plus élevés, reportant une partie de la pression financière sur leurs fournisseurs, une réalité observée de longue date.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Retards de paiement : près de 2 dirigeants français sur 3 redoutent une aggravation en 2026

Cette trajectoire repose d'abord sur les plus petites structures. Les TPE de 1 à 9 salariés ramènent leur retard moyen à 11,7 jours, après un gain de près de deux jours sur un an. Les PME de 10 à 49 salariés affichent un meilleur résultat encore avec seulement 11,1 jours de retard moyen, contre 13 jours un an auparavant. Malgré des trésoreries souvent plus fragiles, ces entreprises apparaissent aujourd'hui comme les plus rigoureuses dans le respect de leurs échéances fournisseurs.
À l'inverse, le fossé demeure important avec les grandes organisations. En dépit d'une baisse continue depuis leur niveau le plus haut à 14,4 jours au printemps 2025, le retard moyen de paiement (13,4 jours) des structures de 50 à 249 salariés est encore nettement au-dessus des valeurs des printemps 2023 et 2024. Les entreprises de 250 à 999 salariés affichent un retard moyen de 15,3 jours, tandis que les sociétés de plus de 1 000 salariés accusent 19,6 jours de retard, un niveau encore élevé. Même avec cette réduction des délais de règlement, l'écart avec les petites entreprises avoisine encore huit jours.

Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement des structures publiques et privées par secteur d'activité

Activité	2024		2025		1er semestre 2026	
	Europe	France	Europe	France	Europe	France
Agriculture	12,9	12,9	13,3	14,0	13,2	13,9
Bâtiment	11,3	9,4	11,6	8,5	11,5	8,2
Détail	16,7	12,4	17,3	13,8	17,0	11,3
Gros	11,9	11,5	12,3	12,9	12,2	12,0
Immobilier	16,2	20,9	15,6	24,4	15,4	21,9
Industrie	11,5	10,7	11,8	11,4	11,7	10,7
Services	11,9	14,8	12,3	19,0	12,0	15,3
Transport & logistique	13,5	16,0	13,8	17,2	13,5	14,7
Ensemble	13,3	13,0	13,5	13,6	13,3	12,7

Crédit : Altares

Le secteur public reste en retard sur le privé
Le redressement des délais de paiement concerne également le secteur public. Toutefois, avec un retard moyen de 14 jours, les administrations et organismes publics continuent de payer avec plus de reports que le secteur privé, revenu sous les 12 jours.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Dans le détail, les sociétés commerciales repassent sous 11,6 jours, même en dépit de tensions chez les sociétés HLM. Du côté des associations, l'évolution est moins marquée : sous 11 jours en 2023 puis 12 en 2024, le retard moyen avait approché 14 jours au printemps 2025. Il est désormais retombé légèrement au-dessus de 13 jours, avec de fortes tensions qui persistent dans les associations sportives ou culturelles.

Les collectivités territoriales montrent l'exemple

En 2026, les délais les plus importants concernent particulièrement les hôpitaux, qui règlent leurs factures avec plus de 24 jours de retard après le délai de règlement maximum, fixé à 50 jours pour les établissements de santé. Les établissements publics à caractère industriel ou commercial (EPIC) amorcent un redressement sensible en 2026, retombant légèrement sous 15 jours de retard au cours du deuxième trimestre, pour gagner 2 jours en un an.

Bons élèves du secteur public, les collectivités territoriales limitent leur retard moyen à 12,7 jours, proche de la moyenne nationale. Néanmoins, elles sont à leur tour rattrapées par les effets de taille : si certaines collectivités, généralement les plus petites, parviennent à payer leurs fournisseurs à l'heure, d'autres s'écartent nettement de la moyenne

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Retards de paiement par catégorie juridique
secteur privé et secteur public

Secteur privé	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026
Société commerciale	11,8	12,5	12,6	13,1	13,2	13,4	13,2	12,6	12,1	11,6
Entrepreneur individuel	13,1	13,4	13,7	14,1	13,5	12,2	12,1	11,9	12,0	11,6
Association loi 1901 ou assimilé	11,3	11,4	11,6	11,9	13,7	13,8	13,7	13,5	13,3	13,1
Secteur public	**T1 2024**	**T2 2024**	**T3 2024**	**T4 2024**	**T1 2025**	**T2 2025**	**T3 2025**	**T4 2025**	**T1 2026**	**T2 2026**
Dont Collectivité territoriale	13,5	12,7	12,4	12,7	13,8	13,6	13,3	13,3	12,8	12,7
Etablissement public ou régie à caractère industriel ou commercial	16,4	16,1	15,6	15,7	16,5	16,9	16,4	16,2	15,6	14,9
Établissement d'hospitalisation	21,6	20,6	20,1	20,5	21,0	21,7	22,8	24,3	24,6	24,1
Ensemble	**T1 2024**	**T2 2024**	**T3 2024**	**T4 2024**	**T1 2025**	**T2 2025**	**T3 2025**	**T4 2025**	**T1 2026**	**T2 2026**
Secteur privé	11,9	12,5	12,6	13,1	13,3	13,3	13,1	12,6	12,2	11,7
Secteur public	13,9	13,3	12,9	13,6	14,7	14,8	14,5	14,8	14,2	14,0
Ensemble	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1	13,9	13,4	13,1	12,3

Crédit : Altares

La Région Paca enregistre la meilleure progression
L'amélioration des comportements de paiement se confirme dans toutes les régions métropolitaines, constate l'étude d'Altares. Si les écarts territoriaux demeurent marqués, la plupart des régions convergent désormais vers un niveau de retard compris entre 10 et 11 jours, tandis que l'Île-de-France et les territoires ultramarins restent à des niveaux nettement plus élevés, proches de 19 jours.

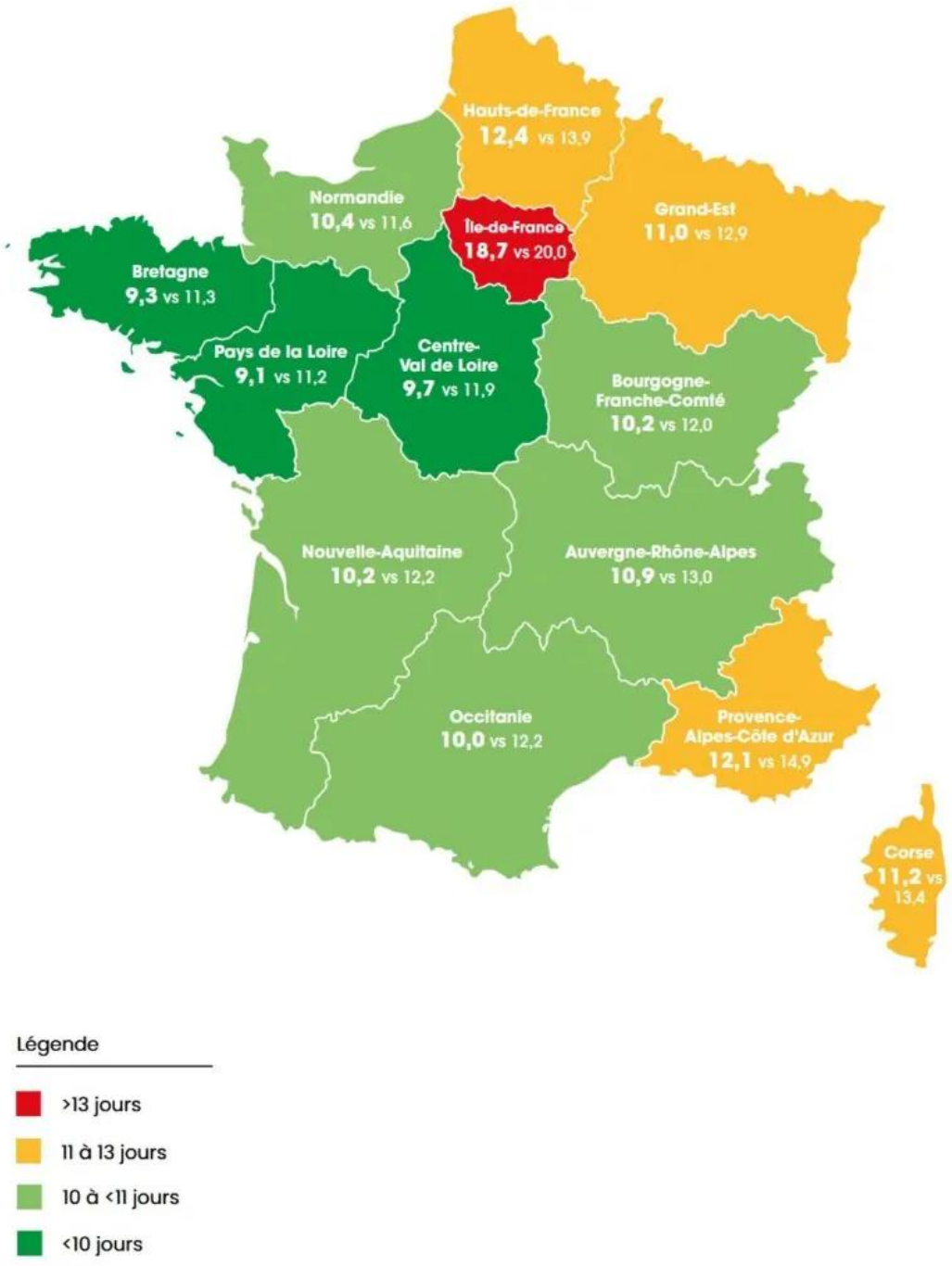
Les Pays de la Loire enregistrent la meilleure performance avec 9,1 jours de retard, devant la Bretagne (9,3 jours) et le Centre-Val de Loire (9,7 jours). Ces trois régions passent désormais sous le seuil symbolique des dix jours. L'Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine, la Bourgogne-Franche-Comté et la Normandie, toutes situées sous les 10,5 jours, sont proches du groupe de tête.

À un niveau légèrement supérieur, Auvergne-Rhône-Alpes, le Grand Est et la Corse reviennent autour de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

11 jours de retard. La Provence-Alpes-Côte d'Azur et les Hauts-de-France restent au-dessus du seuil des 12 jours, mais leur trajectoire est encourageante. La région Paca se distingue notamment par le redressement le plus rapide observé sur un an, avec une réduction de près de trois jours de retard.



Crédit : Altares

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

> « La ponctualité des règlements n'est plus seulement une question de trésorerie, mais un enjeu de compétitivité, de confiance économique et de conformité. »
>
> *Thierry Millon, directeur des études Altares*

« Le printemps 2026 pourrait marquer le retour à une discipline de paiement plus vertueuse, annonce Thierry Millon, directeur des études Altares. Après deux années de dérive, les entreprises françaises retrouvent leur meilleur niveau depuis trois ans et se situent à nouveau sous la moyenne européenne. Cette amélioration intervient dans un contexte favorable où les préparatifs liés à la facturation électronique conduisent les organisations à moderniser leurs processus et à renforcer la qualité de leurs données. Elle reflète aussi l'effet d'un cadre réglementaire plus ferme à l'égard des mauvais payeurs. Plus globalement, ce redressement traduit l'ancrage progressif d'une conviction désormais partagée : la ponctualité des règlements n'est plus seulement une question de trésorerie, mais un enjeu de compétitivité, de confiance économique et de conformité. »

L.G.

Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement des structures privées françaises par activité au 2ème trimestre 2026

Les retards les plus courts			Les retards les plus longs		
Secteur	Activités	Jours de retard	Secteur	Activités	Jours de retard
Commerce de détail	Sport & loisirs	8,0	Services aux entreprises	Sécurité	27,5
Construction	Bâtiment	8,2	Immobilier	Promotion immobilière	26,3
Commerce de détail	Bricolage & équipement du foyer	8,7	Communication	Films & son	23,6
Industrie	Bois, matériaux de construction	9,0	Commerce au détail	Vente hors magasin (e-commerce)	23,4
Industrie	Réparation, maintenance	9,3	Commerce interentreprises	Textile, habillement	19,4

Crédit : Altares

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Avec l'arrivée du froid, 7 Français sur 10 craignent aussi la facture de chauffage



Rothelec, spécialiste du chauffage connecté et inventeur du radiateur à accumulation séquentielle, a interrogé les Français pour savoir si la fin du bouclier tarifaire allait peser sur leur budget cet hiver — et jusqu'où ils étaient prêts à aller pour réduire leur consommation.

Verdict : la facture de chauffage est devenue un sujet de vigilance nationale (71% la surveillent, dont 39% de très près), mais la sobriété a ses limites dès qu'elle touche au confort. Seuls 22% accepteraient de baisser la température sans difficulté, tandis que 26% s'y refusent. Entre portefeuille sous tension et confort non négociable, des solutions participatives comme l'effacement pourraient s'imposer, à condition d'être mieux comprises et expliquées.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Des Français très attentifs à leur facture de chauffage

En 2026, la facture de chauffage est devenue un sujet de vigilance nationale : 71% des Français disent suivre son évolution, dont 39% pratiquement au jour le jour. À l'inverse, 17% se déclarent peu ou pas préoccupés, tandis que 12% restent encore indécis. Autrement dit, l'énergie n'est plus un poste subi, mais un budget piloté, avec une attente forte d'actions concrètes pour reprendre la main sur sa consommation.

Depuis la fin du bouclier tarifaire sur l'électricité, craignez-vous que votre facture de chauffage pèse beaucoup plus lourd sur votre budget cet hiver ?

Réponses	Pourcentages
Oui, énormément	39 %
Oui, un peu	32 %
Non, pas vraiment	14 %
Non, pas du tout	3 %
Je ne sais pas / je ne me rends pas compte	12 %

©Rothelec

Plan B en cas de gelées ?

Interrogés sur l'existence d'un budget de secours en cas de froid intense, 21% des répondants disent avoir déjà mis de côté une enveloppe dédiée pour encaisser une éventuelle vague de froid. Pour les autres, l'enjeu est surtout ailleurs : anticiper sans paniquer, en repérant dès maintenant les gestes et réglages les plus simples pour ajuster au fil de l'hiver et éviter le double piège de la mauvaise surprise sur la facture… et du confort sacrifié.

Avez-vous prévu un budget pour réagir en cas de froid intense ?

Réponses	Pourcentages
Oui	21 %
Non	79 %

©Rothelec

Prêts à baisser la température en cas de tension sur le réseau ?

Les Français ne sont pas prêts à baisser le chauffage quoi qu'il en coûte — surtout quand il s'agit de confort. Seuls 22% se disent disposés à réduire la température sans difficulté si la situation l'exige. Pour 31%, l'effort ne serait acceptable qu'en cas de forte tension sur le réseau. Et la ligne rouge est nette : 26% refusent catégoriquement de toucher à leur confort thermique, tandis que 21% n'envisagent de faire un geste que si l'hiver se montre réellement rigoureux.

Dans ce contexte, des solutions plus douces et participatives pourraient faire évoluer les habitudes, à

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

condition d'être expliquées clairement. C'est le principe de l'effacement : les particuliers acceptent volontairement que leur chauffage électrique soit modulé très brièvement lors des pics de consommation, pour soulager le réseau — et éviter d'avoir recours à des mesures plus contraignantes.

En cas d'appel aux gestes de sobriété cet hiver, seriez-vous prêt(e) à baisser la température de votre logement de 1 à 2 °C ?

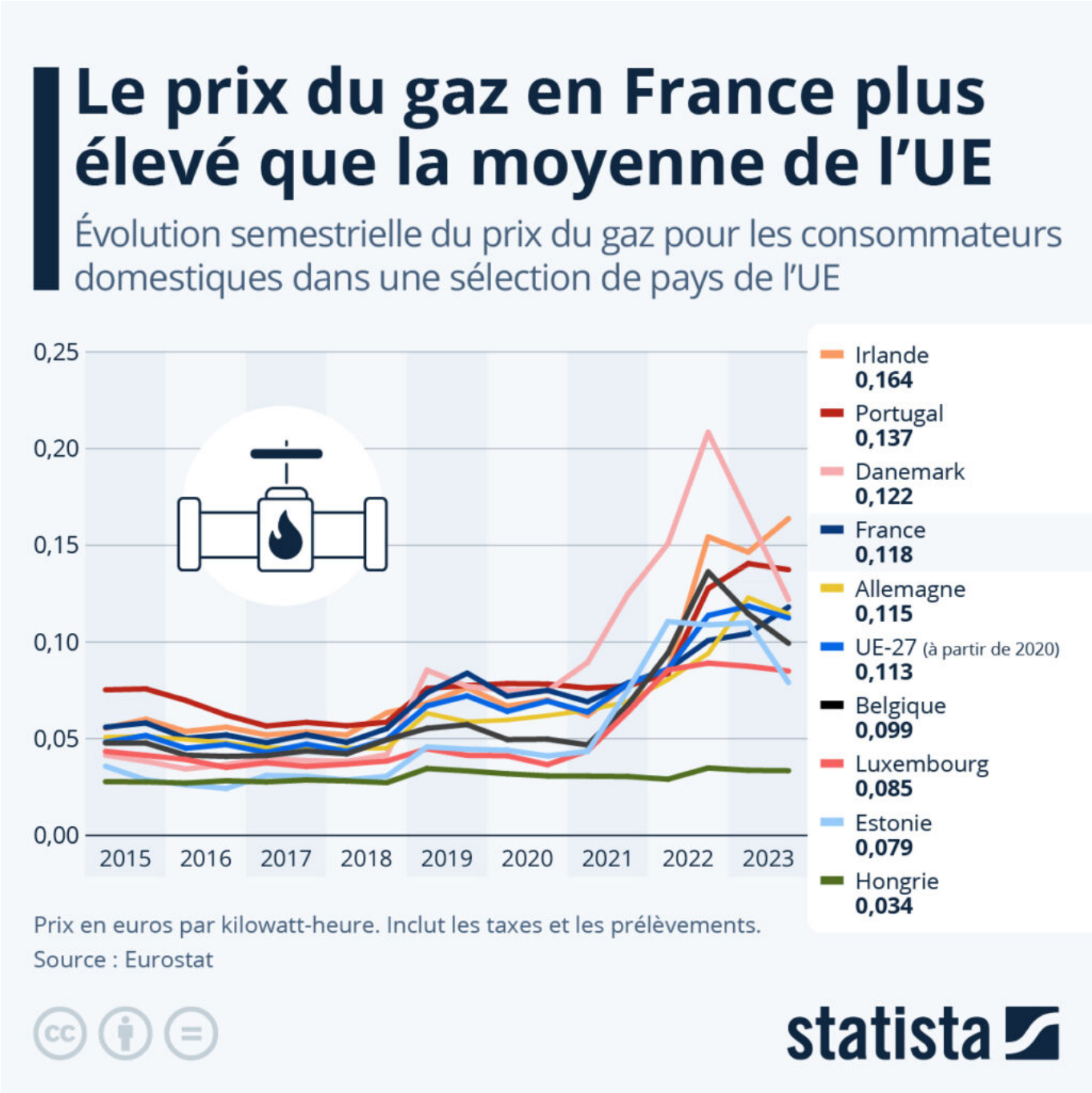
Réponses	Pourcentages
Oui, sans problème	22 %
Oui, mais seulement en cas de forte tension sur le réseau	31 %
Non, je ne souhaite pas baisser la température chez moi	26 %
Cela dépendra de la rigueur de l'hiver et de ma situation à ce moment-là	21 %

©Rothelec

Le prix du gaz en France plus élevé que la moyenne de l'UE

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



Les factures de gaz des Français vont augmenter au 1er juillet. D'après les chiffres publiés par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) lundi, le prix repère de vente de gaz naturel va augmenter de 11,7 %, passant à 129,2 euros le mégawattheure, contre 115,7 euros en juin. Concrètement, d'après la CRE, la facture annuelle TTC d'un client résidentiel en offre indexée sur le prix repère devrait s'établir à 1 184 euros au prix de juillet, contre 1 060 euros par an au prix de juin. Cette hausse des prix est

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

principalement due à la décision de la CRE, en février, de revaloriser pour quatre ans le tarif de distribution du gaz, sorte de péage que facture le gestionnaire du réseau GRDF aux fournisseurs. Les tarifs de transports ont également augmenté d'environ 15 %, bien que l'impact de cette hausse se fasse moins ressentir dans les factures.

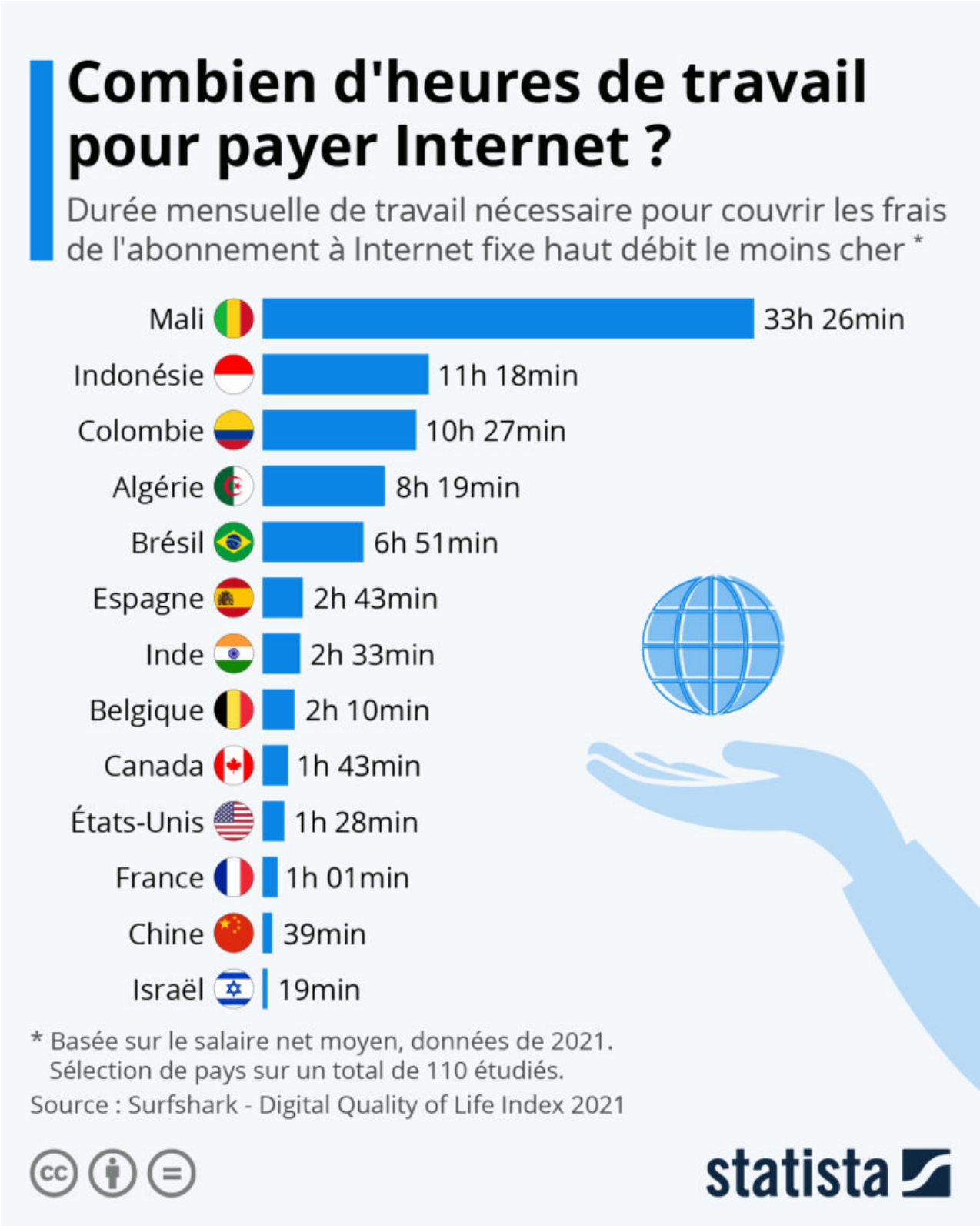
Comme le montre notre infographie, basée sur les données d'Eurostat, les prix du gaz se sont envolés ces dernières années, particulièrement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La demande en gaz de l'Europe a également fortement diminué, tombant à 452 milliards de mètres cube en 2023, son niveau le plus bas depuis dix ans. Les consommateurs de certains pays ont ainsi vu les prix du gaz augmenter fortement : au Danemark, par exemple, le prix du kilowattheure a été multiplié par plus de cinq en quatre ans, passant de 0,038 euro eu premier semestre 2018 à 0,208 euro au deuxième semestre 2022. Si les prix en France n'ont pas connu une telle envolée, en partie grâce à l'intervention du gouvernement, le prix du gaz y reste relativement élevé par rapport à la moyenne de l'Union européenne, qui se situait à 0,113 euros par kilowattheure au deuxième semestre 2023, contre 0,118 euros en France.

De Valentine Fourreau pour Statista

Combien d'heures de travail pour payer sa facture Internet ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 8 novembre 2026

Selon l'étude « Digital Quality of Life Index » publiée chaque année par Surfshark, la France fait partie des dix pays qui offrent la meilleure qualité de vie numérique à leurs citoyens. Réalisée dans une centaine de pays, cette analyse se base sur plusieurs critères comme les performances du réseau Internet, la cybersécurité, le développement des infrastructures et des services en ligne, mais aussi l'accessibilité pour la population en matière de prix.

Comme le révèle notre graphique, le coût d'un abonnement à Internet fixe haut débit peut peser très lourd dans les finances personnelles, notamment en Afrique. Au Mali, si l'on se base sur le salaire net moyen, il faut presque une semaine complète de travail (plus de 33 heures) pour pouvoir s'offrir l'abonnement le plus abordable. Et qui dit cher ne veut pas forcément dire de bonne qualité, les infrastructures numériques du pays obtenant l'un des scores les plus faibles de l'étude. L'accès à Internet fixe est également relativement coûteux dans certains pays d'Asie du Sud et d'Amérique latine. Il faut par exemple plus de 10 heures de travail (au salaire moyen) pour se payer l'abonnement le moins cher en Indonésie et en Colombie.

À l'opposé de l'échelle, c'est en Israël que l'accessibilité financière est la meilleure : seules 20 minutes de travail sont en moyenne nécessaires pour couvrir les frais d'Internet. La Chine et la Japon font également partie des bons élève en la matière. En Europe, on observe de grandes disparités entre les pays : s'abonner à Internet haut débit revient à plus de 2h de labeur en Espagne et en Belgique, alors que ce chiffre descend à une heure en France, et même autour d'une demi-heure en Finlande et en Lituanie. L'Hexagone se classe habituellement parmi les bons élèves en matière d'accès à Internet sur le plan financier, les Français figurant également parmi les mieux lotis concernant les coûts de l'Internet mobile.

De Tristan Gaudiaut pour Statista